

Pouvoir d'emprunt—Loi

Selon ce document, seul l'impôt sur le revenu des particuliers va augmenter.

Considérant le ministre des Finances comme un homme intègre, je suppose que ce qu'il dit dans ce document est exact. Il y déclare que nous connaissons une récession l'an prochain. Il ajoute dans un autre document que l'impôt sur les sociétés va diminuer, contrairement à l'impôt sur le revenu des particuliers. Il nous avertit que nous allons connaître des temps durs l'an prochain et ce budget va rendre les choses encore plus difficiles. Nous constatons que les investissements, les dépenses à la consommation, le PNB, l'épargne des particuliers et les bénéfices des sociétés diminuent, mais l'impôt sur le revenu des particuliers augmente. Voilà une drôle de façon de relancer l'économie. Bien entendu, il n'y aura pas de relance économique et le gouvernement est le premier à l'admettre.

J'attire l'attention des députés sur la page 26 des *Perspectives économiques du Canada*, au cas où ils ne l'auraient pas lue. Les perspectives sont bien sombres, de l'aveu même du gouvernement.

Parlons un peu de réforme fiscale. Si les députés étaient réalistes, ils conviendraient qu'une réforme fiscale s'impose depuis longtemps dans notre pays. Il faut simplifier le régime fiscal et le rendre plus juste, tout en prévoyant une sorte de responsabilité pour nous assurer que nous en avons pour notre argent. Vouloir s'assurer que les centaines de millions de dollars affectés à une dépense fiscale rapportent quelque chose témoigne d'une certaine lucidité et d'un bon sens des affaires. A notre avis, le régime doit être rentable.

Cependant, il n'est pas question dans ce budget de simplifier la fiscalité ni d'aucune réforme fiscale. Pourquoi le ministre des Finances n'a-t-il pas profité de l'occasion pour entreprendre une révision générale du régime fiscal alors que les Canadiens demandent instamment une réforme fiscale? Il aurait au moins pu nous dire que c'est l'un de ses projets d'avenir, mais nous avons été déçus de n'y trouver aucune mesure de réforme fiscale sérieuse. Celle-ci aurait permis au gouvernement d'obtenir les recettes nécessaires dont il a si désespérément besoin. Au lieu de cela, il grève les Canadiens de nouveaux impôts. Comme l'a déclaré l'un de mes collègues, ce budget ne prévoit pas des emplois, encore des emplois, mais plutôt des impôts, encore des impôts. Si le gouvernement veut accroître ses recettes, il doit le faire en proposant une réforme fiscale concrète et sérieuse.

Normalement, je ne jette même pas un coup d'œil sur les livres de Ronald Reagan, mais je remarque que les impôts des travailleurs à revenus faible et moyen ont diminué aux États-Unis il y a un ou deux ans. Le dollar américain est assez fort actuellement.

Le président suppléant (M. Paproski): Il est maintenant près de 13 heures. Il reste 20 minutes au député pour conclure son discours.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 12 h 59.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

Le président suppléant (M. Paproski): Lorsque la Chambre a suspendu ses travaux, à 13 heures, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) avait la parole.

M. Riis: Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir développer quelques observations que j'ai faites juste avant l'heure du déjeuner. D'abord, j'ai un aveu à faire à la Chambre. J'ai malencontreusement induit la Chambre en erreur en citant certains chiffres et je tiens à tirer la chose au clair officiellement. Je veux parler du prix du brut de l'ouest du Texas. Pendant l'heure du déjeuner, je me suis rendu compte que j'avais dit que ce prix était tombé à \$13.75 US. C'était une erreur. Il est en fait tombé à \$13.25 US et à un moment donné, il est même descendu jusqu'à \$12 US et quelques.

Je m'excuse encore d'avoir commis cette erreur, mais je voulais simplement mettre en doute la déclaration du ministre des Finances. Toutes ses projections à propos du déficit entraînent des hypothèses et, notamment, celle voulant que le prix moyen du pétrole au Canada, cette année, soit d'à peu près de \$22.50 US. J'ai remarqué dans les journaux qu'au cours de discussions tenues à Tokyo, certains pays exportateurs de pétrole ont évoqué un prix possible de \$10 US. Je ne veux pas dire que cela va arriver. Personne n'en sait rien. Toutefois, le fait est que le ministre des Finances suppose un prix de \$22.50 US alors que le pétrole brut de l'ouest du Texas est coté à \$13.25. Si c'est à partir de cela que le ministre a établi ses projections et prévisions de recettes, il pourrait s'être grandement fourvoyé.

Pour toute baisse de \$1 du prix du pétrole, le gouvernement fédéral perd quelque chose comme 200 millions de dollars. Mes collègues de l'Alberta n'en sont que trop conscients. Disons simplement que si le prix du brut cette année s'établit en moyenne à peu près à son cours d'aujourd'hui, on peut envisager un manque à gagner de 2 milliards de dollars pour le gouvernement, de sorte que ses prévisions de réduction du déficit seraient complètement à côté de la plaque.

Tout cela sans parler des prévisions concernant les taux d'intérêt. On présume que les taux d'intérêt vont s'établir à 9.5 p. 100 en moyenne cette année. Mais dans la situation actuelle des taux d'intérêt et vu la chute du dollar, nous savons ce que va faire le gouverneur Bouey. Dans le passé, que ce soit sous les libéraux ou sous les conservateurs, il a relevé les taux d'intérêt pour soutenir le dollar. Il y a tout juste une quinzaine de jours, il a dit qu'il ferait tout ce qu'il pourrait pour garantir la valeur du dollar. S'il faut l'en croire, cela veut dire une augmentation des taux d'intérêt si le dollar continue à se comporter comme il le fait en raison de la perte de confiance dans le gouvernement.

Nous nous demandons aujourd'hui s'il est sage d'accorder au gouvernement un pouvoir d'emprunt de 22.6 milliards de dollars, et je pense donc que quelques questions s'imposent. Comment va-t-on dépenser ces crédits? À quoi servent ou ne servent-ils pas? J'ai essayé de dire tout à l'heure qu'ils servaient à donner des encouragements ou à faire des cadeaux au secteur privé, aux frais des Canadiens moyens. Mais je l'ai déjà fait, et je ne vais donc pas me répéter. Je vais plutôt dire quelques mots des répercussions de ce budget sur les agriculteurs.